

BOCK MEYERBEER
35, rue Meyerbeer
ROUBAIX
Téléphone 421 et 2471

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME YVETTE ALFRED REDOUX

ROUBAIX : 71, Grande-Rue. T. U. 34 et 1906. Inter. 6.
YOUNGING : 33, rue Carnot. Téléph. 87.
Chèques postaux 87 1114.

Le...
NINA (V.V.)
qui se trouve dans toutes les bonnes maisons.
Usine : 238, B. Châtellain
TOURCOING.

BILLET PARISIEN

Le franc et la Politique

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 8 JUIN (Midi).

Le ministre des Finances a fait annoncer aujourd'hui qu'il ne laissera pas se développer la spéculation dirigée contre le franc.

Il n'était pas, dans les circonstances présentes, de déclaration plus opportune que celle-ci. D'ordinaire le mouvement spéculatif qui commencent à entamer notre crédit? Comme toujours, d'une interprétation dérisoire donnée aux faits actuels. On colportait les bruits les plus étranges sur les desirs de M. Caillaux à qui on prêtait l'intention de « laisser partir » le franc à 125 francs. Mais ces bavardages n'avaient pas été à conséquence ni la conduite du ministre des Finances ne leur avait pas donné un semblant de justification du fait que l'on paraissait résolu en tout cas à ne pas défendre le franc; on en tirait immédiatement la conclusion que la reprise des changes était souhaitée, voire préparée. C'est donc parce que les suppositions fantaisistes du public se conjugaient avec des faits constatés, que la spéculation s'attaquait de nouveau à notre devise.

A ces suppositions, il fallait opposer des faits qui en démontrent l'invraisemblance. La note du ministre des Finances est un de ces faits et il suffit qu'elle fut publiée pour arrêter sur-le-champ le glissement de notre devise.

Mais tous les moyens ne sont pas encore épuisés, qui nous permettraient d'envisager l'avenir avec une pleine certitude; certaines menaces d'inflation planent encore sur notre crédit; à cet égard, les intentions du Gouvernement gagneraient à être nettement définies.

Cette année, le Trésorier aura à faire face à de lourdes échéances; cela, tout le monde le sait; ce que l'on ignore encore, c'est la manière dont on s'y prendra pour y parvenir. Rien n'est plus préjudiciable à la tenue du franc que l'incertitude en pareille matière.

Enfin, la situation politique n'est pas complètement éclaircie; les socialistes continuent leurs intrigues contre la politique de conciliation tentée par le Gouvernement; en outre, ils n'ont pas renoncé à réclamer le prélèvement sur le capital, bien que ce genre de contribution soit condamné par tous les esprits tant soit peu sérieux et que, dans l'hypothèse où il serait un jour applicable, deux années ne seraient pas de trop, comme le faisait observer M. Caillaux, pour en préparer l'exécution.

C'est d'une orientation nouvelle de la majorité de la Chambre, on peut et doit voir l'indication donnée de notre situation financière.

A PROPOS DE LA CRISE BELGE

La nécessité d'un véritable régime représentatif

Nous suivons attentivement les efforts accomplis depuis deux mois par nos amis belges pour se doter d'un Gouvernement dans le cadre du régime parlementaire.

Une sympathie naturelle, la communauté de grands intérêts nous lient à eux et nous leur souhaitons la solution heureuse, et rapide, de cette crise anormale.

De plus, la façon dont la crise s'est présentée et dont elle évolue contient d'excellents leçons d'ordre général; il est possible et utile d'en recueillir le fruit sans s'immiscer pour cela dans la politique intérieure de nos voisins.

La situation politique belge est telle, on le sait, qu'en présence de la neutralité des libéraux, les catholiques ou les socialistes, de force numérique égale, ne peuvent gouverner les uns malgré les autres.

Nos amis belges s'orientent donc vers la constitution d'un Cabinet catholico-socialiste. En France, la seule pensée d'un tel assemblage en temps de paix exciterait, non l'indignation, mais le rire, tellement elle nous apparaît éloignée du domaine de la possibilité. Comprend-on M. l'abbé Bergery et M. de la Ferronnays, par exemple, voisinant dans le Gouvernement avec M. Renaudel et M. Varenne, sous la présidence de M. Groussau ou de M. Léon Blum?

Nous ne sommes probablement pas prêts de voir une pareille question se poser en France, où la répartition des forces politiques s'accomplit selon de tout autres données, et où n'intervient pas l'élément de race.

Il est évident, en tout cas, que ni les catholiques ni les socialistes français n'admettraient le partage du pouvoir entre eux. Nos socialistes sont anticatholiques d'abord. Nos catholiques considèrent qu'un gouvernement tel que l'armature des réformes sociales nécessaires au principe de la lutte des classes, les chefs socialistes font plus de tort que de bien à l'avènement d'un régime juste et fraternel. Au nom de quel principe commun gouverneraient-ils ensemble, puisqu'ils ne se rencontrent sur aucune conception, pas même, hélas, sur celle de l'intérêt national, qui suffirait à justifier une alliance. Dans une pareille combinaison, l'un des deux contractants serait forcément le duper de l'autre.

Les catholiques français auront donc toujours plus de raisons de s'associer, en posant bien entendu leurs conditions, à ceux des républicains avancés qui sont au moins d'accord avec eux sur la question du patriotisme, qu'aux socialistes dont tout est contraire.

En présence du fait inévitable de l'absence de la prépondérance du socialisme dans le gouvernement catholique, n'importe pas d'ailleurs vers quel groupement bien plus naturel des éléments nationaux nous conduira la force des choses?

Certains socialistes peuvent devenir des hommes de gouvernement, en abandonnant l'essentiel de leur doctrine; le socialisme lui-même n'est pas un parti de gouvernement, puisqu'il cherche son seul succès au détriment de l'intérêt du pays.

Plus que tout, ce qui explique la solution, difficilement compréhensible pour nous, donnée à la crise belge, c'est peut-être l'intervention, dont nous parlions tout à l'heure, de l'élément de race.

Il se pourrait très bien que l'influence de cet élément ait été dominante, l'idée d'union ou d'amalgame emportant la décision dans l'esprit de beaucoup de catholiques et de socialistes.

Aussi bien chez les uns que chez les autres, cette décision n'a d'ailleurs pas été prise sans tâtonnements et le Gouvernement à deux fronts qui en sortira, s'il en sort — s'il est véritablement double — aura une minorité qui portera sa double étagette.

Solution provisoire, en tout cas, d'une crise qui démontre combien le cadre du régime parlementaire, importé d'Angleterre sur le continent il y a un siècle et demi, est devenu restreint pour les nécessités du gouvernement moderne et pour l'expression des intérêts des peuples au XX^e siècle.

Complexes et étendus sont ces nécessités et ces intérêts; leur administration exige des organismes moins brutalement simples que ceux qui reposent sur la seule loi du nombre. De quelque côté que l'on se tourne à notre époque, quelles que soient les questions politiques, sociales et économiques posées par les événements, une nécessité apparaît: réaliser le progrès qui consistera dans l'établissement d'un véritable régime représentatif.

Dans le présent régime parlementaire, qui date un peu, l'opinion seule, chose imprécise et variable, est consultée; il faut lui adjoindre la représentation des droits et des intérêts. Il faut consolider et assurer le vote des individus, pour être inconstante, par le vote des groupements, familles, professions, sociétés intellectuelles, qui sont la force profonde de la nation et qui en expriment le visage éternel.

La reine Elisabeth et les écrivains belges reçus à l'Hôtel de Ville de Paris



LA REINE DES BELGES A PARIS

Paris, 8 juin. — Après une réception organisée à l'hôtel Salomon de Rothschild, rue Berryer, les écrivains belges, ayant à leur tête M. Hubert Krains, président de leur association, se sont rendus à l'Hôtel de Ville, où une réception a eu lieu en leur honneur.

La reine Elisabeth avait pris place dans la première voiture, avec le baron de Gaffier d'Hostroy, ambassadeur de Belgique.

Sur tout le parcours, elle a été, ainsi que les écrivains belges, chaleureusement accueillie par la population parisienne.

La réception de l'Hôtel de Ville a eu lieu, à 17 h., dans le cabinet du président du Conseil municipal, où les présentations ont été faites, puis, dans le grand salon des Arcades, qui avait été superbement décoré.

MM. Georges Gullmann, président du Conseil municipal, et Armand Naudin, préfet de la Seine, ont salué la reine et les représentants de la nation amie.

LE PACTE DE SÉCURITÉ L'ACCORD EST COMPLET entre les gouvernements français, anglais et belge

« POUR GARANTIR LA FRONTIÈRE DU RHIN, LA GRANDE-BRETAGNE S'ENGAGE À METTRE À LA DISPOSITION DE LA FRANCE ET DE LA BELGIQUE, LA TOTALITÉ DE SES FORCES MILITAIRES, NAVALES ET AÉRIENNES. »

Gênes, 8 juin. — Le représentant de l'Agence Havas, à Gênes, est autorisé à déclarer que la réponse communiquée après le Conseil à M. Aristide Briand par M. Chamberlain au nom de son gouvernement consacre l'accord définitif entre les deux gouvernements de France et de Grande-Bretagne en ce qui concerne la réponse à faire à la proposition de pacte faite par l'Allemagne.

L'ACCORD
Les dernières divergences qui subsistaient avant la réponse du gouvernement français au Foreign Office ont maintenant disparu et il ne s'agit plus que d'apporter à certaines phrases du texte qui consacre l'accord une forme rédactionnelle définitive.

LA GARANTIE DE LA FRONTIÈRE DU RHIN
L'accord maintenant complet entre les gouvernements de France et de Grande-Bretagne et de Belgique stipule la résolution formelle de la Grande-Bretagne de garantir la frontière du Rhin telle qu'elle est résultée du Traité de Versailles.

On peut dire que la Grande-Bretagne fait sien la frontière de France et de Belgique commune à l'Allemagne et qu'elle considérera comme un « casus belli » toute violation par l'Allemagne des clauses territoriales et militaires intéressant la frontière rhénane. Pour garantir cette frontière, la Grande-Bretagne s'engage à mettre à la disposition de la France et de la Belgique la totalité de ses forces militaires, navales et aériennes.

En ce qui concerne l'admission de l'Allemagne dans la S.D.N., les gouvernements de Paris et de Londres ont d'accord pour déclarer au gouvernement de Berlin qu'elle ne pourra avoir lieu que le jour où le pacte de sécurité, entièrement conformat, aura été signé par elle.

L'accord étant maintenant complet entre les gouvernements de Londres, de Paris et de Bruxelles, M. Briand sera en mesure de communiquer au gouvernement de Berlin le texte de la réponse du gouvernement français à la proposition de pacte faite par l'Allemagne, il y a quelques semaines.

L'ADMISSION DE L'ALLEMAGNE A LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
En ce qui concerne l'admission de l'Allemagne dans la S.D.N., les gouvernements de Paris et de Londres ont d'accord pour déclarer au gouvernement de Berlin qu'elle ne pourra avoir lieu que le jour où le pacte de sécurité, entièrement conformat, aura été signé par elle.

LA FRONTIÈRE ORIENTALE
En ce qui concerne la frontière orientale de l'Allemagne, la Grande-Bretagne déclare expressément qu'elle demeure attachée aux stipulations et obligations telles qu'elles

LA SUISSE GÉNÉREUSE
Une occasion se présente de louer la Suisse et de la remercier comme elle le mérite pour tous les bienfaits qu'elle a cessé de prodiguer, durant et après la guerre, à nos internés, à nos évacués, à nos pauvres armés, à nos malades des régions envahies.

Il serait bon que tous les peuples du monde s'inspirassent de l'exemple de la Suisse, qui a été la terre d'accueil de millions de réfugiés et de blessés de la légion étrangère et que, sur ces 8.000, pas plus de 300 ne reviennent indemnes.

Ces vaillants se faisaient tuer pour un pays qui n'était pas le leur, mais par amour du bon droit et de la justice.

Je citerai un autre exemple de dévouement: celui du docteur Nicod, célèbre chirurgien, qui n'hésita pas, tant que dura la terrible guerre, à abandonner sa clinique de Lausanne pour mettre sa science et son dévouement au service des blessés français qu'il allait soigner bénévolement dans un hôpital à Valence. Ce grand cœur porte au reste le témoignage de la décoration de la Légion d'honneur.

Et quelle reconnaissance ne devons-nous pas à cette admirable population qui se précipitait vers tous les trains venant des pays envahis pour porter à ceux qui passaient, hélas et déchirés, la bonne manne sous forme de nourriture, de vêtements, de tabac. Le fait de donner surabondamment le don, et quand le train s'ébranlait vers la France libre, d'être des heures de reconnaissance de ceux qui s'en allaient reconfortés physiquement et moralement. Combien de ceux qui l'ont ces lignes se rappelleront avec des larmes dans les yeux leur arrivée à Lausanne et l'enthousiasme indescriptible qui les y accueillit. C'était le paradis au sortir de l'enfer. Et n'allez pas croire que ce réconfort continua fut le produit d'un hasard; nombreux furent les braves gens qui se privèrent du strict nécessaire pour porter à ceux qu'ils considéraient comme leurs frères ces galeries si appréciées.

Parmi ces courtes admirables de dévouement se trouvent: Mme Emma Guignard, de Lausanne; Mme Jeanne Plummer, Française de naissance, mais habitant la Suisse depuis un certain temps.

La guerre terminée, ces véritables ours de charité, auxquelles les internés n'avaient cessé de narrer les misères des pays envahis, tirèrent à aller se rendre compte par elles-mêmes des ravages occasionnés par la cruauté des Boches.

Madame Guignard me fit part de l'impression qu'elle ressentit lorsqu'elle visita ces malheureuses familles abîmées dans des ma-

sons sans portes, sans fenêtres, souvent sans toitures, logés sous des toiles ondules, où l'hiver l'on mourait de froid et l'été de chaleur. Son émotion fut telle qu'elle ne tomba malade. Rentrée en Suisse, elle se dit qu'elle avait un devoir à remplir.

Avec l'aide de quelques collaborateurs, elle fonda l'œuvre de *Sans feu ni lieu*, dont elle reste l'inlassable présidente. Cette œuvre, sous le patronage d'amis de la France, formant un Conseil général, présidé par M. O. Addor, chancelier de l'Etat de Vaux; secrétaire, M. J.-H. Blanc, instituteur; trésorier, M. B. Prof'bon, caissier de banque; et Mme Bonnard, dont le dévouement a été admirable pour le placement des enfants.

Ce Comité avait pour but de venir en aide directement aux malheureux enfants des contrées dévastées, orphelins ou non victimes de la guerre.

Mme Guignard parcourut la Suisse, fit appel aux journaux *La Gazette*, *Le Feuille d'Aviz de Louvain*, pour ouvrir des souscriptions et faire savoir à ses compatriotes que l'on demandait des personnes charitables qui consentaient adopter des enfants.

A ce jour, 3.500 de ces petits furent généreusement et gratuitement hospitalisés. Ils s'en allaient par convois de cent, pâles et amaigris, et rentraient habillés de neuf et le gousset garni de quelque argent. Et les rentraient étaient remplacés par d'autres. Tous ces enfants étaient adoptés, choies, ches de braves gens qui les considéraient comme leurs propres enfants.

Et c'était à l'arrivée comme au départ, des larmes de joie et d'attendrissement réciproques.

Mme Plummer, de son côté, fonda en 1921, une œuvre parallèle à Leyzin, pour les enfants-régénérés par les privations et qui gagnaient la tuberculose.

Cette œuvre s'intitule: *Soleil et Santé*. Son Comité fut composé partie de Français, partie de Suisses:

Présidente, Mme Jean Plummer; vice-président, M. Gerin à Leyzin; secrétaire: MM. A. Castinel et Léon Plummer; trésorier: M. O. Schell et M. L. Brogli, à Paris; rédacteur des comptes: M. Vodon; caissier: M. Hochmann.

Mme Plummer fit appel à la charité privée, mais fut soutenue en partie par le ministère d'Hygiène à Paris.

De 1921 à 1924, *Soleil et Santé*, a pu sauver 44.685 journées à 221 malades.

J'ai vu ces Comités à l'œuvre, j'ai applaudi

LES CHANGES

| | Samedi | Lundi |
|--------------|--------|--------|
| Livre ... | 103.10 | 100.95 |
| Dollar ... | 21.25 | 20.79 |
| Belgique ... | 98.00 | 98.30 |

LE DÉSARMEMENT DU REICH

L'ALLEMAGNE PEUT DONNER SATISFACTION AUX ALLIÉS, déclare Hindenburg.

Berlin, 8 juin. — Le maréchal Hindenburg a déclaré dans une conversation que les clauses militaires de la note alliée ne lui paraissent pas trop rigoureuses. Il estime que les modifications demandées par cette note sont facilement réalisables.

LES ARTISANS et la taxe sur le chiffre d'affaires

On nous communique cette note: « Devant les difficultés qu'éprouvent certains artisans assujettis à l'impôt sur les salaires, à se faire exonérer de la taxe sur le chiffre d'affaires et devant les lenteurs apportées par l'Administration dans le remboursement des sommes indûment perçues, la Fédération générale de l'Artisanat français, 30, rue des Vinaigriers, Paris, va adresser incessamment à M. le ministre des Finances deux requêtes émanées par tous les artisans intéressés.

« Ces derniers réclament gratuitement, sur leur demande, un exemplaire de ces requêtes, en écrivant ou en s'adressant au siège social de leur Confédération ».

La tension des changes

M. Caillaux prêt à intervenir

Paris, 8 juin. — L'Agence Havas communique la note suivante du ministère des finances: Depuis le dernier mouvement de hausse de la livre des bruits nombreux, souvent contradictoires, ont circulé sur les intentions du ministre des finances. Il convient tout d'abord d'indiquer qu'aucun communiqué n'a été donné sur ce sujet depuis le jour où M. Caillaux a fait connaître que les achats de change qu'il avait eu lieu en début de la dernière semaine provenaient des besoins saisonniers des acheteurs de matières premières.

Il convient également de mettre au point ce qu'est l'attitude du ministre au face de la situation présente. M. Caillaux est formellement décidé à utiliser s'il y a lieu la masse de manœuvres constituée à la suite de l'emprunt Morgan, en totalité s'il le faut et même en y ajoutant les autres munitions très importantes dont il peut disposer. L'heure de son intervention, pour que celle-ci soit efficace doit rester complètement ignorée de ceux qui seraient prêts à l'intervention de spéculateurs. Que cette intervention doive commencer aujourd'hui, demain, dans huit jours, qu'elle soit déjà engagée, on connaît seulement l'intérêt capital qu'il y a à ce que cette heure ne soit pas divulguée.

Il va de soi que le ministre n'a jamais songé à la faire dépendre d'un cours déterminé et a priori de la livre. Ce qui est certain, c'est que M. Caillaux ne laissera pas la spéculation se développer. Il l'abattra par tous les moyens en son pouvoir.

Abd-el-Krim voudrait soulever le monde musulman en Afrique

L'ACTION RIFFAINE S'ACCENTUE
Fez, 8 juin. — La pression riffaine s'accroît en divers points du front. La grande vigilance s'impose au commandement et aux troupes. Celles-ci ont le sentiment très net que le jeu de la lutte n'est pas seulement le protectorat du Maroc mais qu'il y va du sort de toutes les colonies nord africaines, Abd-el-Krim ayant démasqué son intention, s'il réussit dans son offensive présente, de soulever le monde musulman dans toute l'Afrique.

LES ÉVÉNEMENTS DE CHINE

La lutte entre généraux est encouragée par Moscou
Changhai, 8 juin. — D'après des renseignements d'excellente source les désordres actuels seraient le résultat d'un vaste mouvement dirigé par Fong, le général chrétien, contre Tchao-Tso-Lin et le gouvernement central. Ce mouvement qui a tout l'appui de Moscou et l'approbation du parti révolutionnaire chinois, a pour but de provoquer des troubles dans toute la Chine. Tout indique que le mouvement a un caractère nettement xénophobe.

UNE BATAILLE EST IMMINENTE aux abords de Canton

Suivant une information de New-York aux journaux, le consul américain à Canton, a télégraphié qu'une bataille entre les troupes du Yunnan et celles de Canton est imminente. Les forces du Yunnan veulent envahir la ville. Les Américains résistent dans la région ont été invités à s'organiser momentanément dans l'intérêt de leur sécurité.

L'agitation révolutionnaire

Copenhague, 8 juin. — On mande de Moscou que le nombre des cellules de jeunes communistes aurait été le suivant à la date du 1^{er} mai: Allemagne, 618; France, 430; Angleterre, 72; Italie, 220, etc.

Ces organisations sont payées presque exclusivement par le Komintern.

La campagne contre les opérations du Maroc

Mexico, 8 juin. — La Colonie française a envoyé la somme de 15.000 francs à Mue Lyaptey pour les blessés du Maroc.

UNE DÉMARCHÉ DE M. VON HOESCH
Berlin, 8 juin. — Le *Courrier de la Bourse* déclare que l'Allemagne est intervenue à plusieurs reprises auprès du ministre français des Affaires étrangères pour démentir les nouvelles relatives aux relations de l'Allemagne avec Abd-el-Krim.

Ces interventions étant restées sans effet, ajoute le journal, le Gouvernement allemand a chargé son ambassadeur à Paris de déclarer au Gouvernement français qu'il ne pouvait pas considérer avec indifférence que la presse française trouble de cette manière les rapports franco-allemands et les rapports hispano-allemands.

Les informations parvenues du Maroc n'ont jamais laissé entendre qu'Abd-el-Krim. Mais il est certain que, parmi les conseillers du chef riffain et parmi les organisateurs de sa propagande, se trouve une forte proportion d'Allemands.

Des Allemands, dont quelques-uns sont des déserteurs de la Légion étrangère, exercent des fonctions techniques dans l'organisation de l'armée riffaine (état-major, artillerie, télégraphie). Enfin, plusieurs centaines de « touristes » allemands ont été signalés dans le Rif, dont certains sont les fournisseurs de l'armée riffaine.

UN JEUNE HOMME DE 18 ANS TENTE DE TUER SON CAMARADE, EN FORÊT, POUR LE DEVALISER

Vittel, 8 juin. — Un crime, commis à deux pas de sang-froid, a eu lieu aux environs de Vittel. Profitant du repos dominical, deux jeunes gens, Gaston Bonnet, 18 ans, et son camarade Anselme, 23 ans, s'étaient rendus dans les bois de Vauvillers.

Bonnet, qui avait prémédité son coup, profita de ce que son camarade le précédait; il sortit un revolver de sa poche et lui tira un coup dans le dos, à bout portant. Anselme tomba, grièvement blessé, sans connaissance. Sans perdre de temps, Bonnet fouilla le malheureux et lui vola son argent, ses papiers, puis prit la fuite.

Des promeneurs retrouvèrent le corps d'Anselme quelques heures après. Le malheureux respirait encore; il fut transporté à l'hôpital de Nancy dans un état désespéré. Quant à l'assassin, la gendarmerie et la brigade mobile le recherchent.

Mort de l'historien Arthur Chuquet

Paris, 8 juin. — On annonce la mort, survenue à Villomblanc (Seine), à l'âge de 72 ans, de l'historien Arthur Chuquet, membre de l'Institut, professeur au Collège de France,

Abd-el-Krim voudrait soulever le monde musulman en Afrique

L'ACTION RIFFAINE S'ACCENTUE
Fez, 8 juin. — La pression riffaine s'accroît en divers points du front. La grande vigilance s'impose au commandement et aux troupes. Celles-ci ont le sentiment très net que le jeu de la lutte n'est pas seulement le protectorat du Maroc mais qu'il y va du sort de toutes les colonies nord africaines, Abd-el-Krim ayant démasqué son intention, s'il réussit dans son offensive présente, de soulever le monde musulman dans toute l'Afrique.

LES ÉVÉNEMENTS DE CHINE

La lutte entre généraux est encouragée par Moscou
Changhai, 8 juin. — D'après des renseignements d'excellente source les désordres actuels seraient le résultat d'un vaste mouvement dirigé par Fong, le général chrétien, contre Tchao-Tso-Lin et le gouvernement central. Ce mouvement qui a tout l'appui de Moscou et l'approbation du parti révolutionnaire chinois, a pour but de provoquer des troubles dans toute la Chine. Tout indique que le mouvement a un caractère nettement xénophobe.

UNE BATAILLE EST IMMINENTE aux abords de Canton

Suivant une information de New-York aux journaux, le consul américain à Canton, a télégraphié qu'une bataille entre les troupes du Yunnan et celles de Canton est imminente. Les forces du Yunnan veulent envahir la ville. Les Américains résistent dans la région ont été invités à s'organiser momentanément dans l'intérêt de leur sécurité.

L'agitation révolutionnaire

Copenhague, 8 juin. — On mande de Moscou que le nombre des cellules de jeunes communistes aurait été le suivant à la date du 1^{er} mai: Allemagne, 618; France, 430; Angleterre, 72; Italie, 220, etc.

Ces organisations sont payées presque exclusivement par le Komintern.

La campagne contre les opérations du Maroc

Mexico, 8 juin. — La Colonie française a envoyé la somme de 15.000 francs à Mue Lyaptey pour les blessés du Maroc.

UNE DÉMARCHÉ DE M. VON HOESCH
Berlin, 8 juin. — Le *Courrier de la Bourse* déclare que l'Allemagne est intervenue à plusieurs reprises auprès du ministre français des Affaires étrangères pour démentir les nouvelles relatives aux relations de l'Allemagne avec Abd-el-Krim.

Ces interventions étant restées sans effet, ajoute le journal, le Gouvernement allemand a chargé son ambassadeur à Paris de déclarer au Gouvernement français qu'il ne pouvait pas considérer avec indifférence que la presse française trouble de cette manière les rapports franco-allemands et les rapports hispano-allemands.

Les informations parvenues du Maroc n'ont jamais laissé entendre qu'Abd-el-Krim. Mais il est certain que, parmi les conseillers du chef riffain et parmi les organisateurs de sa propagande, se trouve une forte proportion d'Allemands.

Des Allemands, dont quelques-uns sont des déserteurs de la Légion étrangère, exercent des fonctions techniques dans l'organisation de l'armée riffaine (état-major, artillerie, télégraphie). Enfin, plusieurs centaines de « touristes » allemands ont été signalés dans le Rif, dont certains sont les fournisseurs de l'armée riffaine.

Abd-el-Krim voudrait soulever le monde musulman en Afrique

L'ACTION RIFFAINE S'ACCENTUE
Fez, 8 juin. — La pression riffaine s'accroît en divers points du front. La grande vigilance s'impose au commandement et aux troupes. Celles-ci ont le sentiment très net que le jeu de la lutte n'est pas seulement le protectorat du Maroc mais qu'il y va du sort de toutes les colonies nord africaines, Abd-el-Krim ayant démasqué son intention, s'il réussit dans son offensive présente, de soulever le monde musulman dans toute l'Afrique.

LES ÉVÉNEMENTS DE CHINE

La lutte entre généraux est encouragée par Moscou
Changhai, 8 juin. — D'après des renseignements d'excellente source les désordres actuels seraient le résultat d'un vaste mouvement dirigé par Fong, le général chrétien, contre Tchao-Tso-Lin et le gouvernement central. Ce mouvement qui a tout l'appui de Moscou et l'approbation du parti révolutionnaire chinois, a pour but de provoquer des troubles dans toute la Chine. Tout indique que le mouvement a un caractère nettement xénophobe.

UNE BATAILLE EST IMMINENTE aux abords de Canton

Suivant une information de New-York aux journaux, le consul américain à Canton, a télégraphié qu'une bataille entre les troupes du Yunnan et celles de Canton est imminente. Les forces du Yunnan veulent envahir la ville. Les Américains résistent dans la région ont été invités à s'organiser momentanément dans l'intérêt de leur sécurité.

L'agitation révolutionnaire

Copenhague, 8 juin. — On mande de Moscou que le nombre des cellules de jeunes communistes aurait été le suivant à la date du 1^{er} mai: Allemagne, 618; France, 430; Angleterre, 72; Italie, 220, etc.

Ces organisations sont payées presque exclusivement par le Komintern.

La campagne contre les opérations du Maroc

Mexico, 8 juin. — La Colonie française a envoyé la somme de 15.000 francs à Mue Lyaptey pour les blessés du Maroc.

UNE DÉMARCHÉ DE M. VON HOESCH
Berlin, 8 juin. — Le *Courrier de la Bourse* déclare que l'Allemagne est intervenue à plusieurs reprises auprès du ministre français des Affaires étrangères pour démentir les nouvelles relatives aux relations de l'Allemagne avec Abd-el-Krim.

Ces interventions étant restées sans effet, ajoute le journal, le Gouvernement allemand a chargé son ambassadeur à Paris de déclarer au Gouvernement français qu'il ne pouvait pas considérer avec indifférence que la presse française trouble de cette manière les rapports franco-allemands et les rapports hispano-allemands.

Les informations parvenues du Maroc n'ont jamais laissé entendre qu'Abd-el-Krim. Mais il est certain que, parmi les conseillers du chef riffain et parmi les organisateurs de sa propagande, se trouve une forte proportion d'Allemands.

Des Allemands, dont quelques-uns sont des déserteurs de la Légion étrangère, exercent des fonctions techniques dans l'organisation de l'armée riffaine (état-major, artillerie, télégraphie). Enfin, plusieurs centaines de « touristes » allemands ont été signalés dans le Rif, dont certains sont les fournisseurs de l'armée riffaine.